



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477, boulevard de la Dollée BP 70271  
50001 Saint-lô Cédex

Saint-lô, le 24/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MONT BLANC**

2 rue du capitaine Rex Combs  
50480 Sainte-Mère-Église

Références : 2024.368  
Code AIOT : 0005302864

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement MONT BLANC implanté 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 Sainte-Mère-Église. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MONT BLANC
- 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 Sainte-Mère-Église
- Code AIOT : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mont Blanc exploite à Sainte-Mère-Église une usine de crèmes dessert et de yaourts en gourde.

### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
3	Conformité au dossier de modification	AP Complémentaire du 23/05/2023, article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
4	Emissions sonores	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
5	Déversement accidentel du 22/05/2023	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
6	Refroidissement en circuit ouvert	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 12	/	Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositions relatives à la sécurité	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Chaudière biomasse	AP Complémentaire du 23/05/2023, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 17/10/2018, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a essentiellement porté sur les suites de l'inspection précédente (11/10/2023), sur la gestion des eaux pluviales et sur le risque incendie (moyens de défense et dispositions constructives). Les actions de réduction des consommations d'eau mises en place dans l'usine commencent à porter leurs fruits. Ainsi, la consommation spécifique maximale (égale à 14 m<sup>3</sup>/t de produits finis) a été respectée durant plusieurs mois consécutifs cette année. Les actions à venir (mise en place d'une supervision informatique des consommations d'eau, nouveaux sous-compteurs, réutilisation d'eaux intermédiaires pour les tours aéroréfrigérantes et pour la stérilisation...) devraient contribuer à diminuer encore la consommation d'eau, enjeu majeur du site. Sur le plan de la défense incendie, des compléments et confirmations doivent être apportés par l'exploitant, notamment afin de mettre à jour son arrêté préfectoral et de vérifier que les données à disposition des pompiers soient exactes. Certaines non-conformités relevées lors de l'inspection précédente demeurent, notamment la surveillance des eaux pluviales, les émissions sonores et la surveillance du réseau de canalisations. Si l'exploitant avait bien prévu des solutions, leur mise en place a toutefois pris du retard. Ces non-conformités étant récurrentes, des suites administratives pourront, en fonction des réponses apportées, être proposées au préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2018, article 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommations en eau		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Il est ajouté un article 13.1 à l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2001 susvisé comme suit : « Article 13.1 : L'alimentation en eau du site est réalisée à partir de 2 forages F2 et F3 et par le réseau public communal :</p>		
		Coordonnées Lambert 93
Forage	Profondeur (m)	X (m)
F2	69	384 179
F3	72	384 144
L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les flux d'eau. A l'occasion des remplacements et de réfection de matériel, il devra rechercher par tous les moyens économiquement acceptables à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement. La réfrigération en circuit ouvert ou semi ouvert est notamment interdite, à l'exception des éventuelles opérations de maintenance ponctuelles. Les prélèvements d'eau dans		

le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m3/an)	Débit maximal Horaire (m3/h)
Eau souterraine (F2)	Trias du cotentin est et bessin	FRHG402	505 000 m3/an	55 m3/h
Eau souterraine (F3)	55 m3/h			
Réseau public	Commune de Sainte Mère Eglise	/	E n c a s / d'indisponibilité des forages	/

Le volume maximal d'eau consommé est limité : • à 15 m<sup>3</sup> par tonne de produit fini jusqu'au 31 décembre 2020 ; • à 14 m<sup>3</sup> par tonne de produit fini à partir du 1er janvier 2021. Ce ratio est dénommé « consommation spécifique ». Cette limitation ne concerne pas le réseau incendie de l'établissement. L'exploitant calcule une fois par mois la consommation spécifique de ses installations. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul. Le forage F1 qui n'est plus utilisé, sera rebouché dans les règles de l'art, au plus tard le 31 décembre 2018 (arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain). Le dossier accompagnant cette opération est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise la déclaration de cette opération au BRGM. Les plans des réseaux eaux usées et eaux pluviales sont mis à jour. »

#### Constats :

**Rappel du constat - inspection du 11/10/2023 : NON-CONFORMITE** : la consommation d'eau spécifique maximale est dépassée.[...]L'exploitant s'engage à poursuivre ses efforts dans les années à venir afin de pouvoir mettre en place, d'ici 2026, jusqu'à 3 nouvelles lignes de goudres à consommation d'eau constante (projet encore non porté à connaissance). Il vise à terme une consommation spécifique de 7 m<sup>3</sup>/t.[...]La connaissance de la répartition des consommations au sein de l'usine semble insuffisante. En effet, si un diagramme a été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection, ce dernier est antérieur à la mise en place des dernières lignes de productions et des dernières mesures de réduction des consommations. L'exploitant estime que la répartition actuelle de ses consommations est la suivante :

Usage de l'eau	Répartition (%)
lavage des lignes et des locaux	~30%
Eau en tant qu'ingrédient	~30%
Stérilisation	~10 %
Tours aéroréfrigérantes	~10 %
Autres usages	~20 %

Une partie des consommations n'est ainsi pas identifiée, et les pertes ne sont pas estimées. Selon les documents de suivi présentés par l'exploitant, **de nombreux compteurs intermédiaires ne**

*fonctionnent plus mais l'exploitant a prévu de les réparer dans les mois qui viennent[...]. En parallèle des actions de réduction des consommations pour lesquelles il s'est engagé, l'exploitant réalisera un bilan hydrique fin de ses activités. Ce bilan identifiera avec précision le poids des différents postes de consommation de ses installations[...].* Par courriel du 27/03/2024, l'exploitant a transmis le bilan hydrique 2023 de ses installations. Selon ce rapport, les consommations se répartissent de la manière suivante :

- station de NEP : 34 %- refroidissement (principalement, les homogénéisateurs et l'appoint des stérilisateurs « rotomat ») : 17 %- processus de fabrication de la crème : 17 % **(dont consommation d'eau en tant qu'ingrédient : 2%)**- chaufferie : 14 %- processus de fabrication du yaourt : 11 %- traitement de l'eau potable : 6 %- traitement du lait : 1 % Les compteurs intermédiaires évoqués lors de l'inspection précédente ont été réparés, et de nouveaux compteurs intermédiaires ont été installés. Une fois l'ensemble des compteurs reliés à la supervision, l'exploitant disposera d'une vision fine et quasiment en temps réel de ses consommations et de leur répartition. Cette supervision devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'été 2024. La consommation totale a été de 425 821 m<sup>3</sup> en 2023, ce qui est inférieur à la consommation maximale autorisée. La consommation spécifique a été en moyenne, en 2023, de 15,6 m<sup>3</sup> par tonne de produit fini (m<sup>3</sup>/t). Elle a diminué depuis la mise en service de la récupération des eaux de stérilisation « Lagarde » en février. Selon l'exploitant, il s'avère que les eaux récupérées, après analyse, sont de qualité suffisante (du point de vue du risque sanitaire et du niveau de qualité attendu pour les produits) pour être également réutilisées pour le dernier cycle de stérilisation, qui jusqu'à présent continue d'être réalisé majoritairement avec de l'eau neuve. Cette réutilisation complémentaire sera lancée d'ici la fin de l'été.

2024	consommation spécifique (m <sup>3</sup> /t)
janvier	15,4
février	11,8
mars	12,8
avril	14,4
mai	13,6

Les dépassements de janvier et d'avril s'expliquent de la façon suivante :- le mois de janvier suit l'une des fermetures annuelles. Le redémarrage et le nettoyage des installations impliquent des consommations d'eau supplémentaires. De plus, les commandes de production ont été exceptionnellement faibles durant ce mois : l'usine tournait en régime suboptimal ; - en avril, l'une des tours aéroréfrigérantes a surconsommé du fait d'une sonde tombée en panne. L'exploitant ajoute avoir lancé un système de pilotage de la consommation hebdomadaire, impliquant les équipes de production et de maintenance ; la supervision précédemment évoquée en deviendra l'un des outils centraux. Ces réunions régulières ont déjà permis d'identifier des dysfonctionnements à l'origine de surconsommations. Outre la récupération des eaux des stérilisateurs « Lagarde » depuis le début d'année, l'exploitant continue d'optimiser le fonctionnement de ses trois NEP (stations de Nettoyage En Place, premier poste de consommation d'eau de l'usine). Certains cycles de lavage/désinfection non nécessaires ont déjà été supprimés depuis le début de l'année. La réinjection des condensats de chaufferie dans le circuit d'appoint des tours aéroréfrigérantes devrait être démarrée d'ici la fin de l'été 2024. L'exploitant explique que la consommation spécifique a diminué plus lentement que prévu du fait de deux aléas :- l'usine tourne en sous-régime depuis la fin d'année dernière, ce qui implique une utilisation de l'eau moins efficace (certains volumes de lavage étant incompressibles). Selon l'exploitant, le repositionnement stratégique de l'usine au sein du groupe annonce des perspectives de production très optimistes, tous produits confondus ; - l'un des stérilisateurs les

plus vétustes (Stork) a été mis à l'arrêt plus tôt que prévu à cause d'une avarie technique. Cet équipement, bien qu'ancien, avait pour avantage d'être particulièrement bien calibré pour l'usine et de consommer relativement peu d'eau comparativement aux quantités produites. La consommation spécifique maximale autorisée (14 m<sup>3</sup>/t de produit fini) est respectée depuis le début de l'année, à l'exception des mois de janvier et d'avril pour lesquelles les surconsommations ont été clairement identifiées. **Le retour à la conformité est en bonne voie, les mois à venir devant permettre de vérifier cette pérennité.** Par ailleurs, par courriel du 27/03/2024, l'exploitant a justifié que la déclaration de comblement du forage F1 a bien été réalisée auprès du BRGM le 11/03/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Surveillance des rejets dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans l'eau

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

### Prescription contrôlée :

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.<sup>1°</sup> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.<sup>2°</sup> Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.- DCO (sur effluent non décanté): journalière si supérieure à 300 kg/j

- Matières en suspension: journalière si supérieure à 100 kg/j
- DBO5 (1) (sur effluent non décanté): journalière si supérieure à 100 kg/j
- Azote global: journalière si supérieure à 50 kg/j
- Phosphore total: journalière si supérieure à 15 kg/j
- Hydrocarbures totaux: journalière si supérieure à 10 kg/j
- Ion fluorure (en F-): journalière si supérieure à 10 kg/j
- Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (3): journalière si supérieure à 2 kg/j
- Indice phénols: journalière si supérieure à 500 g/j
- Aluminium et composés (en Al): journalière si supérieure à 5 kg/j
- Etain et composés (en Sn): journalière si supérieur à 4 kg/j
- Fer et composés (en Fe): journalière si supérieure à 5 kg/j
- Manganèse et composés (en Mn): journalière si supérieur à 2kg/j
- Chrome et composés (en Cr): mensuelle si supérieur à 500g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 200g/j

- Cuivre et composés (en Cu): mensuelle si supérieur à 500g/j /Trimestrielle (2) si supérieur à 200g/j
- Nickel et composés (en Ni): mensuelle si supérieur à 100g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20g/j
- Plomb et composés (en Pb): mensuelle si supérieur à 100g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20g/j
- Zinc et composés (en Zn): mensuelle si supérieur à 500g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 200g/j
- Chrome hexavalent (en Cr6+): mensuelle si supérieur à 100g/j / Trimestrielle (2) si supérieur à 20g/j
- Indice cyanures totaux: Journalière si supérieure à 200g/j
- Autres substances dangereuses visées à l'article 32-4: mensuelle si supérieur à 100g/j/Trimestrielle (2) si supérieur à 20g/j
- Autres substances dangereuses identifiées par une étoile à l'article 32-4: mensuelle si supérieur à 5g/j - trimestrielle (2) si supérieur à 2g/j(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station. Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES.(3) La mesure journalière du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et qu'une mesure journalière de leurs niveaux d'émissions est déjà effectuée sur ces composés de manière individuelle. La fraction des composés organohalogénés non identifiés ne représente alors pas plus de 0,2 mg/l. Nota 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.Nota 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

#### Constats :

**Rappel du constat - inspection du 11/10/2023 :***l'exploitant ne surveille pas les paramètres suivants : plomb, nickel, chrome, manganèse, étain, cyanures totaux, fer+aluminium, hydrocarbures totaux et ions fluorures. Ces paramètres doivent faire l'objet d'une surveillance dans le cas général si les flux seuils fixés par le présent article sont dépassés.***DEMANDE DE COMPLEMENTS :** *l'exploitant se positionnera sur la surveillance des paramètres précités sur la base d'une analyse récente de ses rejets. Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un devis pour une analyse de ses rejets d'effluents industriels portant sur les paramètres demandés. L'exploitant pense que l'analyse pourra être effectuée d'ici la fin de l'été 2024.* **NON-CONFORMITE :** *l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la non-nécessité de surveiller les paramètres plomb, nickel, chrome, manganèse, étain, cyanures totaux, fer+aluminium, hydrocarbures totaux et ions fluorures.*

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

**DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE :** *l'exploitant transmettra dans les meilleurs délais les analyses nécessaires. En cas d'absence de réponse dans les délais fixés, des suites administratives pourront être proposées au préfet.*

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective



Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 3 : Conformité au dossier de modification**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/05/2023, article 5
--

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dernier dossier technique
--

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

**Rappel du constat - inspection du 11/10/2023** : Selon le dossier "nouvelle ligne de production au format gourdes" (dernière version reçue le 14/04/2023), l'exploitant a formulé les engagements suivants :- le local du nouveau transformateur disposera de parois et d'un plancher haut coupe-feu REI120 ;- le local TGBT (tableau général basse tension) sera situé au dessus du local transformateur. Ses parois seront également coupe-feu REI120 ;- Les dispositions constructives de l'extension seront les suivantes :- structure métallique R15 ;- parois intérieures et extérieures de lisse A2s1d0 ;- toiture BRoof t3.[...] **DEMANDE DE COMPLEMENTS** : une fois les travaux terminés, l'exploitant justifiera le respect des dispositions constructives susmentionnées, par exemple sur la base d'un extrait du DOE. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique être dans l'attente d'un document de justification de la part de l'architecte, les travaux ne s'étant achevés que récemment. **NON-CONFORMITE** : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier les caractéristiques de tenue au feu des locaux transformateur / TGBT et de l'extension, en particulier la tenue au feu de la structure métallique, des parois extérieures et de la toiture.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE** : l'exploitant transmettra dans les meilleurs délais les justificatifs nécessaires. En cas d'absence de réponse dans les délais fixés, des suites administratives pourront être proposées au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 3 mois
--------------------------------

**N° 4 : Emissions sonores**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/10/2018, article 17
---

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
--

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

2 - Aménagements L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les niveaux sonores admissibles sont :

	Période de jour allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau sonore maximum (dB(A))	55	50

[...]VI - Campagne de mesures des niveaux sonores et émergences La société MONT BLANC doit réaliser une campagne de mesures des niveaux sonores et émergences issus de son établissement au plus tard le 1er mars 2019. Si les prescriptions ci dessus (niveaux sonores + émergences) ne sont pas respectées la société MONT BLANC SAS réalisera des aménagements complémentaires. Une campagne de mesures sera réalisée au plus tard le 1er mars 2020 pour contrôler le respect des niveaux sonores et émergences prescrits. Dans le cas où ces derniers aménagements ne seraient pas suffisants pour respecter les prescriptions ci dessus (niveaux sonores + émergences), la société MONT BLANC SAS devra poursuivre ses actions de limitation des nuisances sonores. La société MONT BLANC SAS pourra mettre en œuvre les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité qui prévoit que « Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. Toutefois, les niveaux admissibles en limite de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté autorisant la modification, ne peuvent être supérieurs aux niveaux admissibles prévus dans l'arrêté d'autorisation initiale, sauf si le niveau de bruit résiduel a été modifié de manière notable. Un contrôle des niveaux sonores et

émergences sera réalisé tous les 3 ans.

#### Constats :

**Rappel du constat - inspection du 11/10/2023 :** *DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant transmettra dès leur réception les résultats commentés de la campagne de mesure des émissions sonores récemment réalisée. Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis le rapport d'une campagne de mesure des émissions sonores réalisée le 04/10/2023. Selon ce rapport, la valeur réglementaire pour la période nocturne (égale à 50 dB(A)) est dépassée au point LP2 (52 dB(A) mesurés). L'émergence nocturne réglementaire (3 dB(A)) continue d'être dépassée de manière importante aux deux ZER (11,5 dB(A) au niveau de la ZER1 et 17,5 dB(A) au niveau de la ZER2). Il est à noter que ces dépassements sont moins importants qu'en 2020, ce qui montre que les mesures mises en place ont eu des effets. Dans ce courriel, l'exploitant rappelle que le présent article dispose que « dans le cas où ces derniers aménagements ne seraient pas suffisants pour respecter les prescriptions ci-dessus (niveaux sonores + émergences), la société Mont Blanc[...] pourra mettre en œuvre les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité qui prévoit que « Si l'arrêté d'autorisation concerne la modification d'un établissement existant au 1er juillet 1997, dont la limite de propriété est distante de moins de 200 mètres des zones à émergence réglementée, il peut prévoir que les valeurs admissibles d'émergence ne s'appliquent, dans les zones considérées, qu'au-delà d'une distance donnée de la limite de propriété. Cette distance ne peut excéder 200 mètres. » L'exploitant compte ainsi reporter ses mesures d'émergence à 200 mètres des limites de propriété. Comme indiqué à l'exploitant par courriel du 22/11/2023, cela ne sera possible que si les niveaux limites de bruit sont respectés en limite du site (en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 susmentionné), ce qui n'est pour l'instant pas le cas au point LP2 (52 dB(A) mesurés la nuit). Dans le cas où une nouvelle étude de bruit montre que les niveaux limites de bruit autorisés sont respectés en limite de propriété, l'exploitant pourra alors porter à connaissance, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, la nouvelle position souhaitée pour les points de mesure des émergences, de façon à mettre à jour le plan en annexe de l'arrêté préfectoral n° 18-211-GH du 17/10/2018. Ce plan devra préciser clairement les limites de propriété du site et la distance limite de 200 mètres aux abords de cette dernière. Comme expliqué durant l'inspection, les limites de propriété à prendre en compte devront être celles du site au 01/07/1997. La zone tampon créée par la distance limite devra être réduite à la zone d'émission suspectée des dépassements (zone des utilités au nord du site). **Les sources de bruit à l'origine des dépassements devront être clairement identifiées, et un nouveau plan de réduction du bruit devra être établi.** Lors de l'inspection, aucune source de bruit particulière n'est identifiée dans cette zone quand les portes des ateliers sont fermées. Pour rappel, l'exploitant a posé plusieurs murs anti-bruit devant ses tours aéroréfrigérantes et capoté / coffré la majorité des bouches de rejet ou d'aspiration de cette zone. Par ailleurs, aucun camion ne circule la nuit, où les dépassements d'émergence les plus importants sont mesurés. L'exploitant précise vouloir faire à nouveau appel à un cabinet d'acoustique pour diagnostiquer ses installations. NON-CONFORMITE : les émergences réglementaires restent dépassées de manière importante, notamment la nuit.*

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : le constat n'est pas soldé étant donné qu'un nouveau plan d'action de réduction des émissions sonores et/ou un porter à connaissance de modification des ZER et/ou une nouvelle étude de bruit reste(nt) attendu(e)(s). En cas d'absence de réponse dans les délais fixés, des suites administratives pourront être proposées au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déversement accidentel du 22/05/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p><b><u>Rappel du constat - inspection du 11/10/2023</u></b> : [...] l'exploitant n'a pas été en mesure de dater les canalisations de collecte des eaux usées du site. Selon lui, une partie d'entre elles serait vieillissante. Aucune surveillance ni aucun plan d'entretien ou de rénovation préventive n'est actuellement mis en place. <b>NON-CONFORMITE</b> : les canalisations ne font pas l'objet d'inspections régulières permettant de garantir leur étanchéité. Une inspection caméra de l'ensemble des réseaux devra être réalisée dans les 6 mois. Elle devra être accompagnée d'un plan d'action, avec fixation d'échéances, de surveillance périodique, avec réparation et/ou remplacement préventif lorsque cela s'avère nécessaire ou pertinent. Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis un plan de ses installations où figurent, entre autres, les réseaux de collecte des eaux pluviales et résiduaire d'une part, et</p>

l'origine des approvisionnements en eau d'autre part (forages 2 et 3). Comme indiqué par courriel du 22/11/2023, ce plan appelle les remarques suivantes :

- la partie nord du réseau (qui a fait l'objet du chemisage évoqué par le présent constat) fait mention de plusieurs incertitudes (mentions de points d'interrogation / « cassé (?) » / « bouché (?) » / « à boucher »). **Les travaux dans cette zone étant terminés lors de l'inspection du 11/10/2023, ces incertitudes doivent être levées et le plan doit être mis à jour ;**
- **la présence d'un déshuileur en bordure de chaufferie demande à être confirmée** (présence d'un point d'interrogation sur le plan) ;
- **les dispositifs de disconnexion des forages F2 et F3 ne sont pas mentionnés. Leur existence doit être confirmée et le plan des réseaux mis à jour.** Dans son courriel du 21/11/2023, l'exploitant s'est également engagé à réaliser une inspection caméra de ses réseaux au premier semestre 2024 avec, si nécessaire, un programme de réfection. **Du fait de l'âge probable des réseaux, cette surveillance ne peut se limiter à une inspection ponctuelle. La mise en place d'une surveillance périodique, dont la fréquence sera à affiner en fonction des résultats de la prochaine inspection de l'ensemble des réseaux, est attendue.** Par ailleurs et comme précisé par courriel du 22/11/2023, le plan d'action qui s'ensuivra ne devra pas se limiter à la réfection des dégradations le nécessitant mais intégrera également du remplacement préventif le cas échéant.

Le jour de l'inspection, l'exploitant explique avoir rencontré la semaine précédente une société d'assainissement, avec laquelle elle a effectué une première reconnaissance des réseaux historiques de l'usine (sans passage caméra et sans descente dans les canalisations). Cette première reconnaissance a permis de circonscrire la zone d'inspection prioritaire, qui correspond à l'usine historique (partie nord-ouest du site) et **dont les canalisations, passablement dégradées, sont en acier.**

L'exploitant prévoit donc, dans les mois à venir, une inspection caméra de la partie historique des réseaux, qui permettra d'établir un plan de surveillance et de réfection préventive des canalisations (le cas échéant, selon leur nature et leur état de dégradation). Ce passage caméra devrait également permettre de mettre à jour le plan des réseaux au regard des remarques précédentes. Selon l'exploitant, le passage de la caméra pourrait avoir lieu cet été, durant un week-end, à un moment où le niveau de liquide est suffisamment bas dans les canalisations. **NON-CONFORMITE :** les canalisations ne font pas l'objet d'inspections régulières permettant de garantir leur étanchéité (non-conformité persistante). Il est souligné que la fuite des effluents de mai 2023 (zone de dépotage / traitement du lait), ainsi que, plus récemment, la fuite repérée au niveau d'une canalisation proche du site (canalisation reliant l'usine voisine de la coopérative d'Isigny - Sainte-Mère à la station d'épuration), sont autant d'indices de l'état vieillissant des canalisations, dont la perte d'étanchéité progressive pourrait mener à des déversements d'eaux usées non traitées dans le sol et les eaux souterraines. L'exploitant doit considérer dès à présent cette problématique comme l'un des enjeux de son usine.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant justifiera, par exemple sur la base d'une facture ou d'un contrat, d'une date pour la réalisation de l'inspection caméra susmentionnée. En cas d'absence de réponse dans les délais fixés, des suites administratives pourront être proposées au préfet. Par ailleurs, l'exploitant transmettra dans les meilleurs possibles, l'inspection caméra réalisée et analysée, un plan de surveillance et de maintenance préventive de son réseau de canalisations, ainsi qu'une version mise à jour de son plan des réseaux (au regard des remarques du présent constat).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Refroidissement en circuit ouvert**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><i>Rappel du constat - inspection du 11/10/2023 : [...]NON-CONFORMITE : certains systèmes de refroidissement demeurent en circuit ouvert. L'exploitant transmettra la liste consolidée des systèmes de refroidissement en circuit ouvert présents sur son site. Pour chacun de ces équipements, il indiquera une échéance pour passage en circuit fermé. Ces échéances ne pourront dépasser le 31/12/2024. Dans le cas où un système à eau perdue, non inclus dans la liste demandée, serait constaté lors d'une inspection ultérieure, des suites administratives pourraient alors être proposées au préfet.</i></b> Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis la liste des équipements toujours refroidis en circuit ouvert :- 5 des homogénéisateurs ;- les stérilisateur Rotomat (appoint du dernier cycle de stérilisation) ;- l'appoint des stérilisateur "Lagarde". En réponse à ce courriel, il avait été précisé à l'exploitant que le constat serait soldé une fois que les équipements seraient remplacés et/ou lorsque l'arrêté préfectoral serait mis à jour pour acter ces échéances, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le recyclage des eaux de refroidissement des homogénéisateurs a pris du retard du fait de difficultés d'approvisionnement de certaines pièces. Le lancement du skid de recyclage est prévu d'ici la fin de l'été 2024. Concernant les stérilisateur « rotomat », après échange avec l'exploitant, il s'avère que leur refroidissement n'a jamais été complètement « à eaux perdues ». Néanmoins chaque cycle de réutilisation nécessitait, jusqu'à récemment, un</p>

appoint d'eau neuve. Les résultats de la campagne d'analyse menée par l'exploitant indiquent que les eaux récupérées à chaque cycle peuvent être réutilisées y compris pour le dernier cycle. Cette réutilisation complémentaire sera mise en place d'ici la fin de l'année. Comme évoqué dans les constats précédents, les eaux d'appoint des stérilisateurs « Lagarde » sont récupérées dans les NEP depuis février 2024. NON-CONFORMITE : 5 homogénéisateurs demeurent en circuit ouvert.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant justifiera la mise en place du skid de réutilisation des eaux de refroidissement de ces équipements dans les délais fixés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/10/2018, article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets dans l'eau

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions des articles 14.4 ,14.5 et 14.9 (eaux de refroidissement en circuit semi ouvert) de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2001 susvisé sont modifiées comme suit : « I : Les rejets d'eaux pluviales et autres eaux telles que celles issues du refroidissement et des condensats d'évaporation du lait respectent les dispositions ci-après[...].2. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées[...].Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III: A- Les valeurs limites de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être souillées (points de rejet n°1, 2, 3 , 4 et 5 identifié à l'article 10 du présent arrêté préfectoral ) sont :

Paramètre	Concentration (mg/l)	Fréquence de mesures
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	annuelle
température	Inférieure à 30°C	
DCO	100	
HCT	10	
MES	30	

B- Les valeurs limites de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être souillées (point de rejet n°6 identifié à l'article 10 du présent arrêté préfectoral) sont :

Paramètre	Concentration (mg/l)	Fréquence de mesures
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	annuelle
température	Inférieure à 30°C	
DCO	100	
HCT	10	
MES	30	
Métaux totaux, Fer, Arsenic, Bore et Manganèse	Surveillance trimestrielle (sans seuil)	

Dans un délai de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral, la société SAS MONT BLANC adressera un bilan et une analyse sur la qualité des rejets d'eaux pluviales issus du point n°6 (eaux des lagunes de décantation). Une attention particulière sera portée sur l'acceptabilité des polluants métaux totaux, arsenic, bore et manganèse.

#### Constats :

**Point n°6 :** L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les résultats de la surveillance des eaux pluviales collectées par ses deux lagunes (point n°6). Pour rappel, cette lagune collecte d'une part des eaux pluviales, d'autre part les eaux rejetées par la station de production d'eau potable (les traitements au permanganate de potassium et au chlorure ferrique visant essentiellement à abattre le fer et l'arsenic). La surveillance réalisée (depuis février 2019) indique que les valeurs limites applicables au fer, à l'arsenic et au manganèse (en application de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation) sont respectées. Concernant le bore, aucune valeur limite en concentration n'est pour l'instant applicable à ce rejet. A noter que la réglementation ICPE fixe une valeur limite pour certaines activités industrielles (par exemple, l'industrie verrière), avec un maximum de 3 mg/l. Or les niveaux de bore relevés au niveau du point de rejet n°6 (1,3 mg/l en moyenne) sont de l'ordre de ceux fixés par l'avis de l'ANSES n° 2015-SA-0062 du 25/07/2016 et de la note d'information n° DGS/EA4/2018/93 du 05/04/2018, qui portent tous deux sur la prise en compte du risque sanitaire dans la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Pour ces paramètres, aucune tendance (à la hausse comme à la baisse) n'est identifiable sur les courbes temporelles issues de la surveillance. Les valeurs mesurées pour le pH, la température, les hydrocarbures totaux, les matières en suspension et la DCO n'appellent pas de remarques. Toutefois, le contrôle visuel des eaux des lagunes indique que l'eau reste relativement chargée, notamment en oxydes de fer (eaux et dépôt rougeâtre). L'exploitant précise que les sables au fond de la lagune ont été dragués pour la dernière fois en 2022. **NON-CONFORMITE :** les métaux totaux ne sont pas surveillés au point n°6. **Points n° 1 à 5 :** La surveillance des eaux pluviales en ces points n'a pas été réalisée depuis 2021. Selon ces analyses, la concentration limite était fortement dépassée au point n°1 (situé à l'entrée du parking des salariés) pour les MES (950 mg/l) et la DCO (240 mg/l). L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer ces dépassements. **NON-CONFORMITE :** non-respect de la fréquence de surveillance annuelle des eaux pluviales aux points n° 1 à 5, et dépassement des VLE applicables aux MES et à la DCO au point n°1.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant devra mettre en place une surveillance des métaux totaux au point n°6. DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant transmettra les résultats commentés de la surveillance des points n°1 à 5 dans les meilleurs délais.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Dispositions relatives à la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/10/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prescriptions de l'article 16.8 § « ressources en eau » et §« moyens de lutte » sont annulées et remplacées comme suit :« Défense incendie et disposition relative à la sécurité (Ressources en eau et moyens de lutte) L'exploitant devra : • s'assurer du bon accès des services d'incendie et de secours aux différents points d'aspiration/d'alimentation des points d'eau incendie défendant l'établissement (cf plan annexe 1 du présent arrêté préfectoral). Il s'agit : • la réserve en eau de 180 m<sup>3</sup> située au niveau du parking des véhicules légers ; • la cuve de 400m<sup>3</sup> d'eau potable équipée de 2 raccords pompier grâce à l'alimentation des 2 forages (55m<sup>3</sup>/h) ; • au pompage dans le Merderet situé à 130m à l'Ouest du site ; • le poteau incendie public situé rue Rex Combs à 300m de l'entrée du site dont le débit est 105m<sup>3</sup>/h soit 210 m<sup>3</sup> sur 2h ; • la cuve de sprinklage d'au moins 363m<sup>3</sup>. • procéder , au moins tous les 3 ans au contrôle technique (pesée, débit et pression) des 4 poteaux d'incendie privés sur le site alimentés par la cuve de 400m<sup>3</sup>.A partir du 1er juillet 2019, le sprinklage protège les bâtiments suivants (cf. plan annexe 1 du présent arrêté préfectoral) : • Stockage emballages ; • Stockage des produits finis emballés ; • Atelier de sur-conditionnement ; • Atelier de fabrication des gourdes V7 &amp; V8 ; • Atelier de maintenance ; • Bureaux administratifs.L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présentés et au moins des extincteurs répartis dans tous le site (intérieur et extérieur). L'agent d'extinction sera choisi en fonction des risques rencontrés.Dans les entrepôts, les Robinets d'Incendie Armés(RIA) sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées.Les principaux locaux électriques et le local TGBT disposent d'une détection incendie et d'une extinction automatique au gaz inertant.Les moyens de défense incendie précités devront être maintenus en bon état. Le nouveau bâtiment de production de gourdes (V7&amp;V8) sera isolé du bâtiment principal (Nord) par un mur REI 120.Les locaux palettes et charge des accumulateurs (chariots élévateurs) seront isolés entre eux au moyen de paroi coupe feu de degrés 2h. (cf plan annexe 2 du présent arrêté préfectoral)Le confinement des eaux d'extinction en cas d'accident est réalisé au sein du site grâce à la présence d'obturateurs du réseau de collecte des Eaux Pluviales (EP). Ces obturateurs se trouvent : • Point de rejet EP n°2 (Nord-Ouest) ; • Point de rejet EP n°3 (Sud-Ouest) ; • Point de rejet EP n°6 (Est).La capacité de rétention du site de compose de 6 zones de rétention au sein du site : • Sous sol du bâtiment principal : 500m<sup>3</sup> ; • Vide sanitaire sous les locaux sociaux : 420m<sup>3</sup> ; • Voirie entre les locaux sociaux et la maintenance : 91m<sup>3</sup> ; • Voirie Nord du site : 80m<sup>3</sup> ; • Voirie zone technique:84m<sup>3</sup> ; • Voirie et quai au Sud du site:936m<sup>3</sup>.La capacité totale de rétention est de 2 111m<sup>3</sup>.La société MONT BLANC rédige des consignes relatives aux modalités de mise en œuvre/d'utilisation et de surveillance du bon fonctionnement de tous les équipements contribuant au confinement des eaux d'extinction en cas d'accident. Elles sont portées à la connaissance du personnel.La société MONT BLANC définit la fréquence de contrôle des équipements précités. Elle ne devra pas excéder 6 mois. Ces tests périodiques et les éventuelles</p>

interventions sur ces équipements font l'objet d'un enregistrement qui est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. »

#### Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les consignes relatives aux modalités de mise en œuvre/d'utilisation et de surveillance du bon fonctionnement de tous les équipements contribuant au confinement des eaux d'extinction en cas d'accident (arrêté préfectoral complémentaire du 17/10/2018, article 7). Si ces consignes peuvent paraître incomplètes au premier abord, elles sont toutefois complétées par d'autres affichages (notamment au local d'accueil) et d'une astreinte sécurité permanente avec mallette et numéro de téléphone unique. Chaque équipe de travail comprend au moins un équipier de seconde intervention. Par ailleurs, l'annuaire nominatif est enregistré dans chaque téléphone de l'entreprise (les référents sécurité étant directement fléchés « leader »). Concernant le confinement des eaux d'extinction, la position de chaque obturateur a été contrôlée (ballons-obturbateurs à déclenchement/ gonflage manuel). En cas d'incendie, les équipiers de seconde intervention (ESI) sont clairement identifiés comme responsables de leur déclenchement. En plus des trois obturbateurs mentionnés dans l'arrêté préfectoral, l'exploitant en a ajouté un au niveau du point de rejet des eaux pluviales n°1 (nord du site). **Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer pourquoi la présence d'un obturbateur n'est pas nécessaire au point de rejet n°5.** Dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de novembre 2017 (page 62), l'installation d'un obturbateur au point n°5 n'est pas abordée, probablement parce qu'il correspond aux eaux drainées par le parking salariés au sud, qui à ce moment-là était en projet (le dossier y fait référence en tant qu'« extension du parking » ou « nouveau parking personnel »). Pourtant, la surface drainée est contiguë aux locaux de conditionnement et de stockage des palettes et des emballages (carton, matières plastiques), qui présentent un risque incendie relativement élevé comparativement au reste de l'usine du fait de la quantité de matières combustibles présente. De plus, l'exploitant explique que lors du dernier test du système de sprinklage, une part non négligeable de l'eau pulvérisée a été collectée par les grilles d'évacuation des eaux pluviales du « nouveau » parking. **NON-CONFORMITE : à défaut d'explications complémentaires de la part de l'exploitant, le point de rejet des eaux pluviales n°5 doit être équipé d'un obturbateur afin de confiner les éventuelles eaux d'extinction d'incendie.** PRESCRIPTIONS INADAPTEES : concernant les poteaux incendie privés, l'exploitant n'en a installé que 3 au lieu des 4 prévus initialement. Ces poteaux, reliés à des surpresseurs, ne sont pas secourus en cas de coupure électrique. Le procès-verbal du dernier contrôle, réalisé le 07/06/2024, indique que ces poteaux fonctionnent correctement, à l'exception du poteau proche des lagunes « peu accessible / à dégager ». La cuve de 400 m<sup>3</sup> est en eau et dispose bien de deux raccords pour les pompiers. Elle a fait d'un contrôle technique (dont les résultats n'appellent pas d'observations) par un prestataire spécialisé le 07/06/2024 en même temps que les 3 poteaux incendie privés. Il en est de même pour le bassin de 180 m<sup>3</sup> au sud-ouest du site. Selon la base de données du SDIS 50, le poteau incendie public rue Rex Combs (identifiant n° 5127-005) dispose d'un débit supérieur à 105 m<sup>3</sup>/h pendant 2h (115 m<sup>3</sup>/h lors de la dernière reconnaissance opérationnelle du 03/10/2022). L'exploitant présente, le jour de l'inspection, un courrier du SDIS 50 du 28/03/2014 évoquant la possibilité de pomper dans le Merderet en complément des moyens de défense contre l'incendie disponibles sur le site. La station de pompage dans le Merderet n'est cependant pas enregistrée dans la base de données du SDIS 50. Par ailleurs, ce courrier ayant été rédigé plus de 3 ans avant le dernier dossier de demande d'autorisation (novembre 2017), la possibilité de pomper dans le Merderet doit être confirmée. Par ailleurs, la base de données du SDIS identifie la cuve de sprinklage de 558 m<sup>3</sup> comme une réserve incendie, ce qui est a priori une erreur (la cuve ne dispose d'aucun raccord et ne peut être utilisée par leurs services). Le périmètre du sprinklage couvre bien l'ensemble des

locaux prévus. PRESCRIPTIONS INADAPTEES : la cuve de sprinklage fait 558 m<sup>3</sup> et non 400 m<sup>3</sup>. Concernant les murs coupe-feu, leur implantation ne correspond pas au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 17/10/2018. Les deux plans d'implantation des murs coupe-feu les plus récents fournis par l'exploitant sont : le plan figurant dans la note complémentaire au dossier de demande d'autorisation de 2017 (note en date du 10/07/2018 - réponse aux interrogations de la DREAL) ; - le plan figurant dans le dossier portant à connaissance le projet d'extension pour nouvelles lignes de production (lignes V7 à V9) (version de mars 2023). **L'implantation constatée le jour de l'inspection correspond à ce dernier.** Après vérification, l'étude des flux thermiques, ainsi que le calcul D9 joints à ce dossier, prennent bien en compte l'implantation actuelle des murs coupe-feu. Pour rappel, le calcul D9 aboutit à un besoin en eau de **420 m<sup>3</sup>/h pendant 2h (soit (840 m<sup>3</sup>))** ; il correspond au besoin en eau du bâtiment principal jusqu'au mur coupe-feu le séparant de l'extension la plus récente (lignes V7 à V9). A noter que cette quantité est peut-être surestimée étant donné que la surface utilisée pour le calcul D9 semble intégrer celle du local ammoniac, qui est pourtant ceint de murs coupe-feu. PRESCRIPTIONS INADAPTEES : le plan des murs coupe-feu figurant dans l'arrêté préfectoral du 17/10/2018 doit être mis à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

DEMANDE D'ACTION CORRECTIVE : l'exploitant justifiera la mise en place d'un obturateur ou d'un système équivalent de confinement des eaux incendie au niveau du point de rejet des eaux pluviales n°5. DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant indiquera quelles actions sont prévues, et à quelle échéance, pour améliorer l'accessibilité du poteau d'incendie privé (non secouru) à côté de la lagune. DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant fera confirmer au près du SDIS 50 la possibilité de pomper dans le Merderet de façon à compléter les moyens de défense contre l'incendie disponibles sur le site, et d'atteindre un total supérieur ou égal au calcul résultant de l'application de la méthodologie D9 (ou d'une méthodologie équivalente). Il profitera de ces échanges pour :- faire mettre à jour, le cas échéant, la base de données du SDIS afin que la cuve de sprinklage n'y soit plus enregistrée (référence : 50127 - 804) ; - faire mettre à jour, le cas échéant, son plan ETARE, qu'il n'a pas été en mesure de retrouver le jour de l'inspection. Pour rappel, ce plan est à tenir à jour en application de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 (point n° 22 : plan de défense incendie). Pour rappel également, le plan ETARE joint au dernier dossier de demande d'autorisation environnementale date de 2013 ; **ce document, et notamment ses plans, ne sont pas à jour (implantation des locaux, des obturateurs de confinement, des poteaux incendie privés, des murs coupe-feu).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Chaudière biomasse**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 23/05/2023, article 2

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de classement selon les rubriques de la nomenclature des installations classées de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 susvisé est supprimé et remplacé par le tableau qui suit :

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité	Régime*
3642	3	Fabrication de produits alimentaires à partir de matières premières animales et végétales	271 tonnes de produits finis par jour	A
1510	2.b	Entrepôts couverts	Volume total des entrepôts de 132 956 m <sup>3</sup>	E
2921	1.a	Refroidissement évaporatif	15 237 kW	E
1185	2.a	Installations frigorifiques	412 kg	DC
2560	2	Travail mécanique des métaux	Atelier de ferblanterie 160 kW	DC
2910	A.2	Combustion	Chaudière principale fonctionnant au gaz (9 MW) Chaudière secondaire fonctionnant au gaz (2,9 MW) Chaudière biomasse (4,2 MW) Puissance totale de 16,1 MW Installation de sprinklage (non raccordée à une cheminée) : 2 motopompes d'une puissance de 0,268 MW	DC
2925	1	Atelier de charge d'accumulateurs	120 kW	D
4441	2	Liquides combustibles catégorie 3	15 t	D
4735	1.a	Ammoniac	341 kg	DC

\*A : installations soumises à autorisation  
E : installations soumises à enregistrement  
D : installations soumises à déclaration  
DC : installations soumises à déclaration avec contrôle périodique (en

application des dispositions de l'article R.512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement)

#### **Constats :**

Le tableau de classement ICPE du dernier arrêté préfectoral complémentaire (n° 23-083 du 23/05/2023) fait état, au titre de la rubrique 2910, d'une chaudière à biomasse de 4,2 MW. Or la société Dalkia a déclaré le 01/09/2010 une chaudière à biomasse de puissance équivalente, située au sein des locaux de Mont Blanc (récépissé n° 10-1213-IC du 23/08/2010). Lors de l'inspection, il a été demandé à la société Mont Blanc si elle était ou non exploitante de la chaufferie biomasse. La société Mont Blanc n'a pas été en mesure de répondre avec certitude. A la suite de l'inspection, la mention suivante a été retrouvée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale de novembre 2017 (page 19) : « *dans le cadre du présent dossier et en accord avec Dalkia France, Mont Blanc SAS déclare la reprise à son nom de l'exploitation de cette chaufferie au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Malgré ce transfert de responsabilités réglementaires, Dalkia France continuera d'assurer le pilotage de l'installation. Il n'est pas prévu d'évolution des caractéristiques techniques de ces installations de combustion dans le cadre du projet* ». La société Mont Blanc est donc bien la société exploitante de la chaufferie biomasse. Il est par conséquent souligné que :- dans le cas où l'exploitant prévoit l'ajout, dans les années à venir, d'une nouvelle installation de combustion, le seuil d'enregistrement de la rubrique 2910-A de la nomenclature ICPE (installations de combustion), égal à 20 MW, pourrait être dépassé. Pour plus d'informations, l'exploitant pourra se référer aux fiches techniques « combustion » de l'Ineris :

[https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection\\_icpe/documents/Fiches\\_techniques\\_combustion\\_2019-mode%20actif.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection_icpe/documents/Fiches_techniques_combustion_2019-mode%20actif.pdf) ;- les services d'inspection ont, par courrier n° JV.2011.026 du 17/01/2011, informé la société Dalkia France (alors exploitante de la chaufferie) de la nécessité de formuler une demande d'aménagement aux prescriptions générales applicables si elle voulait valoriser par épandage les cendres sous foyer de sa chaudière biomasse (demande nécessitant en outre un passage au CODERST). La société Dalkia France n'a, par la suite, pas formulé cette demande.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

DEMANDE DE COMPLEMENTS : l'exploitant justifiera la façon dont sont valorisés les déchets de combustion de sa chaudière à biomasse (par exemple en s'appuyant sur des bordereaux de suivi de déchet et des contrats auprès de prestataires de gestion des déchets).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois